Election législative des 5 et 12 Juin 1988



Maire de Ris-Orangis Conseiller Général



Syndicaliste



présenté par le Parti Communiste Français

Madame, Monsieur,

Vous êtes appelés à élire de nouveaux députés. Pourquoi?

Le Président de la République a justifié la dissolution de l'Assemblée Nationale par l'insuffisance "d'ouverture à droite" dans le gouvernement Rocard. Il souhaite une majorité plus large de députés socialistes et de députés de droite d'accord pour gouverner avec lui.

Le 8 mai dernier, les deux millions d'électeurs qui ont accordé leur confiance à André Lajoinie, ont contribué à la réélection de François Mitterrand pour battre la droite. Mais franchement, la voie qu'il emprunte n'est pas la bonne. Chercher des alliés à droite, ce n'est pas pour faire une politique de gauche! La droite n'a jamais soutenu autre chose qu'une politique de droite.

Cette politique, c'est celle qui vous atteint si durement aujourd'hui, c'est le chômage, la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, des loyers de plus en plus lourds, les attaques contre la sécurité sociale et contre vos droits, les atteintes à la souveraineté de la France. Tous les rapports officiels confirment que tout cela doit s'aggraver au nom de "l'Europe de 1992". Ce n'est vraiment pas de cela que vous avez besoin. Le Parti Communiste ne peut se rallier à un tel projet. Ce dont vous avez de plus en plus besoin, c'est d'être bien défendus.

Je'suis maire de Ris-Orangis depuis 1971 et conseiller général de l'Essonne. Les injustices et les difficultés que vous rencontrez, l'inquiétude que vous vous faites pour votre avenir et celui de vos enfants, je les connais. Je ne les accepte pas. J'ai participé à vos luttes pour obtenir des secours exceptionnels aux chômeurs en fin de droit, pour l'ouverture des frigos de l'Europe pour empêcher des expulsions, pour défendre la sécurité sociale, pour rénover l'école publique, pour la solidarité envers ceux qui souffrent en France et dans le monde, pour les libertés notamment pour la réintégration de Claude LE MOGUEN kynésithérapeute à l'assistance publique, je soutiens aujourd'hui les travailleurs de la SNECMA actuellement dans leur 10e semaine de lutte pour le pouvoir d'achat.

Avoir un député qui vous aide quoi qu'il arrive c'est une sérieuse garantie. Ne la laissez pas échapper le 5 juin.

Ce jour-là, vous pouvez dire également à la droite et au grand patronat que vous n'êtes pas décidés à vous laisser faire. Vous pouvez aussi indiquer à François Mitterrand la voie que vous souhaitez voir prendre au pays. Toutes les voix qui vont se porter dans tout le pays sur les candidats du Parti communiste vont compter. Elles vont donner plus de poids à vos revendications, le SMIC à 6.000 francs, l'augmentation des salaires, l'emploi, la protection sociale. Elles vont permettre d'affirmer votre exigence d'une véritable politique de gauche.

Actuellement, la droite qui vient d'être chassée par la porte est en passe de revenir par la fenêtre que lui ouvre François Mitterrand.

Electeurs d'André Lajoinie, de François Mitterrand, ou des autres candidats de gauche, le 8 mai dernier, nous nous sommes retrouvés pour repousser la droite et l'extrême droite. Je vous invite le 5 juin à confirmer cette volonté.

Je suis persuadé que l'avenir n'est pas du côté de ces forces mais du côté du rassemblement des forces de gauche pour une politique nouvelle de justice, de liberté et de paix. Cette union des communistes, des socialistes, des démocrates, des antiracistes, des pacifistes, de toutes celles et de tous ceux qui veulent agir pour le bien commun. C'est tout le sens de l'action de mon parti. Comme je l'ai toujours fait, tout ce qui ira en ce sens, je le soutiendrai, tout ce qui ira à l'inverse, je m'y opposerai.

Voilà, Madame, Monsieur, dans quel esprit je me présente à vos suffrages.

Daniel PERRIN

Nous proposons

- Vivre mieux : le SMIC à 6 000 F, 25 % des profits permettraient de le financer. Augmentation des salaires.
- Urgence contre la pauvreté : 3 000 F par mois aux sans ressources, financés par un impôt sur les grandes fortunes de 20 milliards.
- Défendre et améliorer la sécurité sociale, pour la sécu, 20 milliards ça se trouve en faisant payer les patrons autant que les salariés.
- Défendre toutes les libertés : C'est vital y compris pour toutes les entreprises.

- Un logement correct pour un loyer abordable, l'abrogation de la Loi Méhaignerie des surloyers, la baisse de loyers et des taux d'intérêts pour le accédants à la propriété.
- Combattre le chômage en produisant français on créera des emplois!
- Moins d'armes! De l'argent pour l'école et la formation: en prélevant 40 milliards sur le budget de surarmement.
- La France pour le désarmement.